RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Emploi

et de la Solidarité

INSTITUT DE VEILLE SANITAIRE

Baromètre gay 2000 : résultats du premier sondage auprès des clients des établissements gays parisiens p. 77

N° 18/2002

30 avril 2002

Baromètre gay 2000 : résultats du premier sondage auprès des clients des établissements gays parisiens

Ph. Adam, Institut de veille sanitaire

La recrudescence des prises de risque vis-à-vis du VIH et des MST parmi les gays, observée à l'étranger et en France (Ekstrand *et al.*, 1999 ; Van de Ven *et al.*, 1998 ; Stolte *et al.*, 2001 ; Adam *et al.*, 2001) a conduit à compléter le dispositif d'étude et de surveillance des comportements préventifs de cette population. A l'Enquête presse gay (EPG) menée de façon périodique depuis 1985 auprès d'un public de lecteurs s'ajoute désormais le Sondage baromètre gay (SBG). Ce sondage rapide, initié pour la première fois en 2000 et dont la vocation est d'être répété annuellement, interroge les clients des établissements gays parisiens. Il permet d'évaluer l'état de la prévention dans une population particulièrement active sexuellement et concernée par la gestion du risque de transmission du VIH et des MST avec les partenaires occasionnels.

MÉTHODE

L'enquête s'est déroulée pendant un mois à partir du 27 novembre 2000 auprès des clients de 64 établissements gays parisiens (dont 33 offrent la possibilité d'une consommation sexuelle sur place).

Selon les estimations du Syndicat national des entreprises gaies (Antonio Alexandre, communication personnelle) qui a contribué à la logistique de l'enquête, la clientèle fréquentant les établissements parisiens se situerait entre 10 000 et 15 000 personnes par jour dont 5 000 pour les saunas et les « sex clubs » qui seront désormais désignés par le terme « d'établissements avec sexe ». En un mois, à dire d'expert, la fréquentation serait de plus de 25 000 personnes différentes. Cette estimation avait été retenue pour définir le nombre de questionnaires auto-administrés à imprimer.

La diffusion des questionnaires s'est effectuée selon deux modalités. Entre le 27 et le 29 novembre 2000, les présentoirs des établissements concernés ont été approvisionnés en questionnaires mis à disposition des clients qui pouvaient les renvoyer par enveloppe T. Dans un second temps, et pendant une quinzaine de soirées, une équipe de cinq personnes a mené des interventions sur les lieux. Son travail consistait à entrer directement en contact avec les clients et à les inciter à répondre sur place au questionnaire.

Pour suivre cette diffusion et évaluer son efficacité, plusieurs types d'informations étaient disponibles. L'équipe a d'abord rempli un « carnet de route » précisant la date, l'heure et le nombre de questionnaires diffusés par établissement. Par ailleurs, sur chaque questionnaire imprimé, un code permettait de savoir dans quel type d'établissement il avait été diffusé (bars ou établissements avec sexe) et les modalités de cette diffusion (déposés dans les présentoirs ou distribués de la main à la main par l'équipe). Dans la mesure où la taille de la population ciblée ne pouvait être estimée avec précision, le taux de retour a été calculé en faisant le rapport entre le nombre de questionnaires collectés et le nombre de questionnaires effectivement diffusés.

Le questionnaire comportait 44 questions - dont la plupart étaient reprises de l'EPG 2000 (Adam *et al.*, 2001) - couvrant les thèmes suivants : profil socio-démographique, modes de vie socio-sexuels, pratiques sexuelles, prises de risque avec les partenaires occasionnels et avec un éventuel partenaire stable, dépistage et statut sérologique VIH, santé et MST, etc.

Dans cet article, plusieurs indicateurs définissent l'activité sexuelle des répondants : avoir plus de dix partenaires sexuels dans l'année ; avoir rencontré des partenaires dans des établissements gays avec sexe ; fréquence des pratiques de fellation et de pénétration, etc. Plusieurs indicateurs de prise de risque dans l'année avec les partenaires occasionnels ont également été utilisés : exposition au sperme lors de la fellation ; confrontation à des demandes de rapports anaux non protégés ; nombre de rapports anaux non protégés. Il était enfin demandé aux répondants de déclarer s'ils avaient eu dans l'année les MST suivantes : blennoragie, gonococcie rectale, syphilis, hépatite B, condylomes.

Pour ces divers indicateurs de risque, on a étudié les différences selon le statut sérologique des répondants et selon la fréquence de leurs visites dans les établissements avec sexe. Une analyse multivariée par régression logistique a également été menée pour identifier, chez les répondants non infectés puis chez les séropositifs, les facteurs qui avaient un effet indépendant sur la variable : « avoir eu au moins une pénétration anale non protégée dans l'année avec un partenaire occasionnel ». L'analyse statistique a été menée avec le logiciel SPSS (version 8.0).

RÉSULTATS

Nombre de questionnaires collectés

Sur les 64 établissements gays sollicités dans le cadre du SBG, seuls deux ont refusé de participer à l'enquête. Sur les 25 000 questionnaires imprimés, 17 200 ont été diffusés. Au total, 2 026 questionnaires remplis par des hommes ont été collectés (dont 64 % proviennent de clients présents dans des établissements avec sexe). Le taux global de retour des questionnaires est de 12 % mais il varie selon le lieu et le mode de distribution (tableau 1).

Tableau 1

Taux de retour des questionnaires selon le mode de diffusion

	Diffusés	Collectés	Taux de retour
Déposés dans les présentoirs			
Dans les bars	7 100	374	5 %
Dans les sex clubs	8 300	734	9 %
Distribués par l'équipe			
Dans les bars	800	344	43 %
Dans les sex clubs	1 000	574	57 %
Total	17 200	2 026	12 %

La publication d'un article dans le *BEH* n'empêche pas sa publication ailleurs. Les articles sont publiés sous la seule responsabilité de leur(s) auteur(s) et peuvent être reproduits sans copyright avec indication de la source.

Le taux de retour des questionnaires déposés dans les présentoirs varie de 5 % pour les bars à 9 % pour les établissements avec sexe. Les interventions de l'équipe assuraient quant à elles un taux de retour allant de 43 % dans les bars à 57 % dans les établissements avec sexe.

Le SBG touche une population différente de celle qui répond aux enquêtes menées auprès des lecteurs de la presse gay. En effet, même si 89 % des répondants du SBG lisent la presse gay (dont 34 % de façon régulière), seuls 14,5 % des répondants du SBG déclarent avoir répondu à l'EPG menée durant l'été 2000.

Caractéristiques de l'échantillon

La moyenne d'âge des répondants du SBG est de 34 ans [16 – 80]. Ces hommes possèdent un niveau socio-éducatif élevé. La majorité (63 %) ont fait des études universitaires et la plupart (87 %) exercent une activité professionnelle. Parmi les répondants, 87 % vivent en région parisienne (dont 62 % à Paris) et les hommes résidant à l'étranger sont très minoritaires (< 2 %). La plupart des répondants (87 %) se définissent comme « homosexuels ». La plupart (91 %) des répondants ont déjà fait le test de dépistage du VIH et, parmi les testés, 16,5 % se déclarent infectés par le VIH. Parmi les répondants, 60 % ont déclaré avoir eu un partenaire stable masculin au cours des douze mois ayant précédé l'enquête et 80 % ont déclaré avoir eu au moins un partenaire occasionnel sur cette période.

Le reste des résultats présentés portent sur la population des 1 620 répondants ayant eu au moins un partenaire occasionnel dans l'année.

Fréquentation des lieux gays

Parmi les répondants ayant eu au moins un partenaire occasionnel dans l'année, 90 % fréquentent les bars gays (dont 48 % de façon régulière) ; 73 % fréquentent les saunas (dont 23 % régulièrement) et 74 % fréquentent les « sex clubs » (dont 28 % de façon régulière). Seul un répondant sur dix déclare ne jamais fréquenter ni les saunas, ni les « sex clubs ».

Pratiques sexuelles

Parmi les répondants ayant déclaré au moins un partenaire occasionnel dans l'année, 98 % pratiquent la fellation avec eux (dont 46 % de façon systématique). La pratique du rimming (désigné dans le questionnaire par : « lécher l'anus de son partenaire ou se faire lécher ») est moins fréquente : 78 % des répondants pratiquent le rimming (dont 9 % seulement de façon systématique). Le questionnaire distinguait, par ailleurs, entre la pratique active et la pratique passive de la pénétration. Parmi les répondants, 8 % pratiquent systématiquement la pénétration passive avec eux, 28 % souvent, 35 % rarement et 29 % jamais. La pénétration active s'avère plus fréquente : 9 % des répondants la pratiquent systématiquement avec leurs partenaires occasionnels, 42 % souvent, 33 % rarement et 16 % jamais. Au total, seuls 8 % des répondants ne pratiquent pas la pénétration (ni active, ni passive) avec leurs partenaires occasionnels.

Expositions au sperme

Parmi les répondants qui ont eu au moins un partenaire occasionnel dans l'année, 40 % déclarent avoir éjaculé dans la bouche de ces partenaires et 25 % avoir reçu leur sperme dans la bouche. Alors que le taux de déclaration d'éjaculation dans la bouche d'un partenaire occasionnel ne varie pas de façon significative selon le statut sérologique VIH des répondants, les séropositifs ont déclaré plus souvent que les non séropositifs avoir reçu du sperme dans la bouche (34 %, contre 23 % ; *p=0,001*). Parmi les clients réguliers des établissements avec sexe (saunas ou « sex clubs »), ces deux proportions sont de 49 % pour les séropositifs, contre 25 % pour les répondants non testés ou testés séronégatifs (*p=0,000)*.

Demandes de rapports non protégés

Plus de la moitié (52 %) des répondants ayant eu au moins un partenaire occasionnel dans l'année déclarent avoir eu des partenaires de rencontre qui ont essayé de les convaincre d'avoir des pénétrations sans préservatif. Ce taux atteint 72 % chez les répondants séropositifs (contre 49 % chez les autres répondants ; *p=0,000*) et varie également suivant la régularité de la fréquentation des établissements avec sexe (62 % parmi les clients réguliers, contre 45 % parmi les autres ; *p=0,000*). Parmi les hommes ayant eu des partenaires occasionnels dans l'année qui fréquentent régulièrement les établissements avec sexe, la proportion de ceux qui ont été confrontés à des demandes de rapports anaux non protégés de la part de partenaires de rencontre est de 83 % pour les séropositifs et de 57 % pour les répondants non testés ou testés séronégatifs (*p=0,000)*.

Pénétrations anales non protégées dans l'année

Parmi les répondants ayant eu des partenaires occasionnels dans l'année, 69 % ont déclaré n'avoir eu « aucune pénétration anale non protégée dans l'année » avec eux, 10 % en ont eu « une », 12 % « deux à cinq » et 9 % « plus de cinq ». Au total, un tiers des répondants (31 %) ayant eu des partenaires occasionnels dans l'année ont eu des pénétrations anales non protégées (i.e. sans préservatif) avec eux. Ce taux passe de 27 % parmi les répondants non testés ou testés négatifs à 54 % parmi les répondants séropositifs (*p=0,000*).

Tableau 2

Avoir eu au moins une pénétration anale non protégée dans l'année parmi les répondants non testés ou testés séronégatifs pour le VIH et ayant eu des partenaires occasionnels dans l'année (modèle logistique sur 1 116 répondants)

	N	Non n (%)	Oui n (%)	Chi-deux	ORa [IC à 95 %]
Avoir moins de 25 ans					
Non	1 124	846 (75,3 %)	278 (24,7 %)		réf.
Oui	206	126 (61,2 %)	80 (38,8 %)	p< 0,001	2,2 [1,6 – 3,2]
Avoir plus de dix partenaires par an					
Non	498	390 (78,3 %)	108 (21,7 %)		réf.
Oui	710	494 (69,6 %)	216 (30,4 %)	p=0,001	1,6 [1,2 – 2,2]
Fréquentation régulière des saunas					
Non	998	724 (72,5 %)	274 (27,5 %)		réf.
Oui	318	234 (73,6 %)	84 (26,4 %)	ns	0,8 [0,6 – 1,1]
Fréquentation régulière des sex clubs					
Non	967	722 (74,2 %)	245 (25,3 %)		réf.
Oui	329	220 (66,9 %)	109 (33,1 %)	p< 0,001	1,2 [0,9 – 1,7]

Note : Les variations dans les effectifs sont dues à des valeurs manquantes. Pourcentage de cas prédits par le modèle : 73,6 % ; Chi 2 (4)=31,5, p < 0,0001.

En analyse univariée, parmi les répondants non testés ou testés séronégatifs (tableau 2), aucun lien n'a pu être observé entre les rapports anaux non protégés et la fréquentation régulière des saunas. En revanche, les rapports non protégés sont liés au fait d'avoir moins de 25 ans, au fait d'avoir eu plus de dix partenaires sexuels dans l'année et au fait de fréquenter régulièrement les « sex clubs ». Seuls les deux premiers facteurs (âge et nombre de partenaires) se maintiennent en analyse multivariée.

Tableau 3

Avoir eu au moins une pénétration anale non protégée dans l'année parmi les répondants séropositifs pour le VIH ayant eu des partenaires occasionnels dans l'année (modèle logistique sur 202 répondants)

	N	Non n (%)	Oui n (%)	Chi-deux	ORa [IC à 95 %]
Avoir plus de dix partenaires par an					
Non	75	48 (64,0 %)	27 (36,0 %)		réf.
Oui	133	51 (38,3 %)	82 (61,7 %)	p < 0,001	1,9 [1,0 – 3,8]
Fréquentation régulière des saunas					
Non	190	92 (48,4 %)	98 (51,6 %)		réf.
Oui	40	13 (32,5 %)	27 (67,5 %)	ns	1,3 [0,6 –2,9]
Fréquentation régulière des sex clubs					
Non	134	78 (58,2 %)	56 (41,8 %)		réf.
Oui	99	30 (30,3 %)	69 (69,7 %)	p < 0,001	2,3 [1,2 – 4 4]

Note : Les variations dans les effectifs sont dues à des valeurs manquantes. Pourcentage de cas prédits par le modèle : 61,9 %, Chi ^{2} (3)=19,0, p < 0,001

En raison d'un effectif insuffisant, l'analyse par classes d'âge n'a pas pu être menée parmi les répondants séropositifs. En revanche, parmi ces hommes infectés par le VIH (tableau 3), les déclarations de rapports anaux non protégés sont liées, en analyse univariée comme en analyse multivariée, au fait d'avoir eu plus de dix partenaires sexuel et à la fréquentation régulière des « sex clubs ». Parmi les répondants séropositifs qui fréquentent régulièrement les « sex clubs », le taux de répondants ayant eu des rapports non protégés avec des partenaires occasionnels atteint 70 %.

MST

Parmi les répondants ayant eu au moins un partenaire occasionnel dans l'année, 9,7 % (157/1620) ont déclaré une blennoragie dans l'année ; 1,2 % (19/1620) une gonococcie rectale ; 1,2 % (19/1620) une syphilis ; 1,9 % (31/1620) une hépatite B et 6,4 % (104/1620) des condylomes. Au total, 17,2 % (278/1620) des répondants ont déclaré avoir contracté au moins l'une des cinq MST précédemment citées. En analyse univariée, le fait d'avoir contracté l'une de ces MST n'est pas lié à l'âge mais au statut sérologique VIH, au nombre de partenaires sexuels, à la fréquentation régulière des établissements avec sexe. Ainsi, le taux de MST est de 26 % parmi les répondants séropositifs, contre 16 % parmi les non testés et les testés séronégatifs ($p=0,000$). Il est de 20 % parmi les hommes qui ont eu plus de dix partenaires dans l'année, contre 11 % chez ceux qui en ont eu moins ($p=0,000$). Le taux de MST est de 21 % parmi les clients réguliers des saunas (contre 16 % parmi ceux qui ne les fréquentent pas régulièrement, $p<0,05$) et de 24 % parmi les clients réguliers des « sex clubs » (contre 15 % chez ceux qui ne fréquentent pas ces établissements de façon régulière, $p=0,000$).

DISCUSSION - CONCLUSION

Le nombre de questionnaires diffusés dans le cadre du SBG correspond aux deux tiers du nombre estimé de clients présents en un mois dans les établissements gays parisiens. Le taux de retour calculé en rapportant le nombre de questionnaires collectés au nombre de questionnaires diffusés était comparable à celui obtenu dans d'autres enquêtes similaires menées, par exemple, aux Pays-Bas (Hogeweg et Hospers, 2000). Quel que soit le mode de distribution, il apparaît, par ailleurs, que le taux de réponse au questionnaire du SBG est plus élevé dans les établissements avec sexe (saunas et « sex clubs ») que dans les bars. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que les clients des établissements avec sexe ayant répondu se sentent plus directement concernés par les enjeux de la prévention et sont dès lors plus motivés pour répondre que la population plus hétérogène qui fréquente les bars. Ainsi, le sondage a permis d'accéder à une population pourtant réputée difficile à atteindre, celle des clients des établissements gays avec sexe qui ne participaient que de façon marginale aux enquêtes antérieures menées auprès des lecteurs de la presse gay.

Les données collectées auprès des clients des établissements gays attestent de la fréquence des demandes de rapports non protégés auxquels les répondants sont confrontés et, par ailleurs, des niveaux élevés de prises de risque par pénétrations anales non protégées ou par expositions fréquentes au sperme lors de la fellation. Les jeunes de moins de 25 ans, les hommes multipartenaires, ceux qui sont séropositifs pour le VIH, ont rapporté des rapports non protégés fréquents avec des partenaires occasionnels, de même que les hommes séropositifs qui fréquentent régulièrement les « sex clubs ». Ainsi, même si, comme l'ont montré d'autres études (de Wit *et al.*, 1997), il est probable que de nombreux rapports à risque avec des partenaires occasionnels ont également lieu à domicile, une culture du risque spécifique semble s'être développée parmi les clients séropositifs des « sex clubs ». Contrairement à l'étude de Binson et al. (2001), nous n'avons pas retrouvé ce phénomène dans les saunas.

Cohérente avec les sources étrangères déjà citées, cette description préoccupante de la situation préventive en population homosexuelle s'inscrit dans la continuité des constats faits en France par les dispositifs de surveillance des MST (Couturier et al., 2001) et par l'EPG 2000 (Adam et al., 2001). Les taux de déclaration de MST et de prises de risque observés dans le SBG sont cependant plus importants que ceux déclarés par les Franciliens de l'EPG. Ceci s'explique non seulement par l'activité sexuelle plus importante des répondants du SBG et par leur plus grande fréquentation des établissements avec sexe, mais aussi par le fait que le principe du sondage rapide sur lequel repose le SBG a permis d'accéder à des sous-groupes de la population gay possédant des répertoires sexuels et des cultures du risque plus marquées.

Ces résultats offrent des pistes pour orienter les actions de prévention à venir. Une communication de masse en direction des gays jeunes, séropositifs ou multipartenaires doit être articulée avec des actions plus ciblées auprès des clients des « sex clubs ». Parallèlement au renforcement des actions de distribution de brochures et de matériel de prévention (préservatif et gel) dans les établissements et à la mise en place d'un éclairage minimal (lumière noire) dans les backrooms, des moyens adaptés restent à élaborer - en étroite collaboration avec les représentants des établissements et du monde gay - afin de faire évoluer la culture du risque qui s'est développée chez certains clients. Il importe également de renforcer la formation du personnel (sensibilisation au matériel de prévention disponible dans les lieux et enrichissement de leurs connaissances sur le VIH et les MST) afin de leur permettre de donner le ton au sein des « sex clubs ». Ceci permettrait d'exercer une influence indirecte sur les clients les plus à risque dont on sait qu'ils ont souvent tendance à éviter les intervenants de la prévention présents sur les lieux (Hoff *et al.*, 1997).

RÉFÉRENCES

P. Adam, E. Hauet et C. Caron, Recrudescence des prises de risque et des MST parmi les gays, InVS / ANRS / DGS, rapport mai 2001.

D. Binson, W. J. Woods, L. Pollack et al., Differential HIV risk in bathhouses and public cruising areas, *American Journal of Public Health*, September 2001, 91 : 1482-1486.

E. Couturier, N. Dupin, M. Janier et al., Résurgence de la syphilis en France, 2000-2001, *Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire* ; 35-36, 168-9.

M. L. Ekstrand, R. D. Stall, J. P. Paul et al., Gay men report high rates of unprotected anal sex with partners of unknow or discordant HIV status, *AIDS*, 1999, 13 : 1525-1533.

C. C. Hoff, S. M. Kegeles, M. Acree, et al., Looking for men in all the wrong places… : HIV prevention small-group do not reach high risk gay men, *AIDS*, 1997, 11 : 829-830.

J.A. Hogeweg, & H.J. Hospers, Monitoronderzoek 2000, Unpublished report, University of Maastricht, 2000.

I.G. Stolte, NHTM Duler, JBF de Wit, et al., Increase in sexually transmitted infections among homosexual men in Amsterdam in relation to HAART, *Sexually Transmitted Infections 2001* ; 77 : 184-6.

P. Van de Ven, G. Prestage, J. French et al., Increase in unprotected anal intercourse with casual partners among Sydney Gay men in 1996-1998, *Australian New Zealand Journal of Public Health*, 1998, 22 : 814-818.

J. B., de Wit, E. M. de Vroome, T. G. Sandfort, G. J. van Griensven, Homosexual encounters in different venues. *International Journal of STD* and *AIDS*, 1997, 8 : 130-134.

REMERCIEMENTS

Le sondage Baromètre a été mené par l'Institut de veille sanitaire en partenariat avec le Syndicat national des entreprises gaies (SNEG). Jean-François Chassagne (Président du SNEG) doit être remercié pour son soutien au projet de même qu'Antonio Alexandre qui a organisé la logistique de diffusion du questionnaire et les interventions de l'équipe. Pour l'efficacité de leur interventions dans les établissements, nous sommes redevable à Johann, Arnaud et Marco. Caroline Caron et Barbara Bauchat nous ont aidés à valider et à saisir les questionnaires. Nos collègues Elisabeth Couturier, Hugo Pilkington, Anne Laporte et Jean-Claude Desenclos nous ont conseillés dans la réalisation de cette enquête. Merci enfin aux chefs d'établissements, au personnel et aux clients pour l'accueil qu'ils ont bien voulu réserver à l'enquête.

Cas déclarés pour certaines maladies transmissibles

Données provisoires non validées

Semaine du 8 au 14 avril 2002

RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	POPULATION EN 1999	Typho./Paratypho.	SIDA	Inf. à méningo.	Brucellose	Tétanos	Tuberculose	T.I.A.C.	Botulisme	Légionellose	Listériose
ALSACE	67 Rhin (Bas-)	**1 026 100**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	68 Rhin (Haut-)	**708 000**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**1 734 100**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AQUITAINE	24 Dordogne	**388 300**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	33 Gironde	**1 287 300**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	40 Landes	**327 300**	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0
	47 Lot-et-Garonne	**305 400**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	64 Pyrénées-Atlant.	**600 000**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Total	**2 908 300**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUVERGNE	03 Allier	**344 700**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	15 Cantal	**150 800**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	43 Loire (Haute-)	**209 100**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	63 Puy-de-Dôme	**604 300**	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0
	Total	**1 308 900**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**
BOURGOGNE	21 Côte-d'Or	**506 800**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	58 Nièvre	**225 200**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	71 Saône-et-Loire	**544 900**	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
	89 Yonne	**333 200**	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
	Total	**1 610 100**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**1**	**0**	**0**	**0**
BRETAGNE	22 Côtes-d'Armor	**542 400**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	29 Finistère	**852 400**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	35 Ille-et-Vilaine	**867 500**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	56 Morbihan	**643 900**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	Total	**2 906 200**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**
CENTRE	18 Cher	**314 400**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	28 Eure-et-Loir	**407 700**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	36 Indre	**231 100**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	37 Indre-et-Loire	**554 000**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	41 Loir-et-Cher	**315 000**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	45 Loiret	**618 100**	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0
	Total	**2 440 300**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4**	**0**	**0**	**0**	**0**
CHAMPAGNE-ARDENNE	08 Ardennes	**290 100**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	10 Aube	**292 100**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	51 Marne	**565 200**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	52 Marne (Haute-)	**194 900**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Total	**1 342 300**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
CORSE	2 A Corse-du-Sud	**118 600**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	2 B Corse (Haute-)	**141 600**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Total	**260 200**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
FRANCHE-COMTÉ	25 Doubs	**499 100**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	39 Jura	**250 900**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	70 Saône (Haute-)	**229 700**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	90 Terr. de Belfort	**137 400**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Total	**1 117 100**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**
ÎLE-DE-FRANCE	75 Paris (Ville)	**2 125 200**	0	13	0	0	0	54	1	0	0	0
	77 Seine-et-Marne	**1 193 800**	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
	78 Yvelines	**1 354 300**	0	3	0	0	0	3	0	0	0	0
	91 Essonne	**1 134 200**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	92 Hauts-de-Seine	**1 428 900**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	93 Seine St-Denis	**1 382 900**	0	6	2	0	0	0	0	0	1	0
	94 Val-de-Marne	**1 227 300**	0	0	1	0	0	3	0	0	0	0
	95 Val d'Oise	**1 105 500**	0	0	0	0	0	7	0	0	1	0
	Total	**10 952 100**	**0**	**22**	**4**	**0**	**0**	**69**	**1**	**0**	**2**	**0**
LANGUEDOC-ROUSSILLON	11 Aude	**309 800**	0	0	1	0	0	3	0	0	0	0
	30 Gard	**623 100**	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0
	34 Hérault	**896 400**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	48 Lozère	**73 500**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	66 Pyrénées-Orient.	**392 800**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Total	**2 295 600**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**6**	**0**	**0**	**0**	**0**
LIMOUSIN	19 Corrèze	**232 600**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	23 Creuse	**124 500**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	87 Vienne (Haute)	**353 900**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Total	**711 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**
LORRAINE	54 Meurthe-et-Mos.	**713 800**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	55 Meuse	**192 200**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	57 Moselle	**1 023 400**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	88 Vosges	**381 000**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**2 310 400**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**

RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	POPULATION EN 1999	Typho./Paratypho.	SIDA	Inf. à méningo.	Brucellose	Tétanos	Tuberculose	T.I.A.C.	Botulisme	Légionellose	Listériose
MIDI-PYRÉNÉES	09 Ariège	**137 200**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	12 Aveyron	**263 800**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	31 Garonne (Hte-)	**1 046 300**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	32 Gers	**172 300**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	46 Lot	**160 200**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	65 Pyrénées (Htes-)	**222 400**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	81 Tarn	**343 400**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	82 Tarn-et-Gar.	**206 000**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Total	**2 551 600**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
NORD-PAS-DE-CALAIS	59 Nord	**2 555 000**	0	0	4	0	0	4	1	0	0	0
	62 Pas-de-Calais	**1 441 600**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**3 996 600**	**0**	**0**	**5**	**0**	**0**	**4**	**1**	**0**	**0**	**0**
NORMANDIE (BASSE-)	14 Calvados	**648 400**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	50 Manche	**481 500**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	61 Orne	**292 300**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	Total	**1 422 200**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
NORMANDIE (HAUTE-)	27 Eure	**541 100**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	76 Seine-Maritime	**1 239 100**	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0
	Total	**1 780 200**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**
PAYS DE LA LOIRE	44 Loire-Atlant.	**1 134 300**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	49 Maine-et-Loire	**732 900**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	53 Mayenne	**285 300**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	72 Sarthe	**529 900**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	85 Vendée	**539 700**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**3 222 100**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**
PICARDIE	02 Aisne	**535 500**	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
	60 Oise	**766 400**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	80 Somme	**555 600**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	Total	**1 857 500**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**
POITOU-CHARENTES	16 Charente	**339 600**	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
	17 Charente-Mar.	**557 000**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	79 Sèvres (Deux-)	**344 400**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	86 Vienne	**399 000**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**1 640 000**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	04 Alpes-Hte-Prov.	**139 600**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	05 Alpes (Hautes-)	**121 400**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	06 Alpes-Marit.	**1 011 300**	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0
	13 B.-du-Rhône	**1 835 700**	0	0	2	0	0	11	1	0	1	0
	83 Var	**898 400**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	84 Vaucluse	**499 700**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**4 506 100**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**18**	**1**	**0**	**1**	**0**
RHÔNE-ALPES	01 Ain	**515 300**	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
	07 Ardèche	**286 000**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	26 Drôme	**437 800**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	38 Isère	**1 094 000**	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	42 Loire	**728 500**	0	2	0	0	0	0	0	0	1	1
	69 Rhône	**1 578 900**	0	1	0	0	0	5	0	0	0	0
	73 Savoie	**373 300**	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
	74 Savoie (Haute-)	**631 700**	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	Total	**5 645 500**	**0**	**4**	**2**	**0**	**0**	**6**	**0**	**0**	**1**	**1**
FRANCE OUTRE-MER	971 Guadeloupe	**422 500**	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
	972 Martinique	**381 400**	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
	973 Guyane	**157 200**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	974 Réunion	**706 300**	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0
	Total	**1 667 400**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**4**	**1**	**0**	**0**	**0**
TOTAL DE LA SEMAINE FRANCE MÉTROPOLITAINE			**0**	**30**	**21**	**0**	**0**	**121**	**5**	**0**	**4**	**4**
TOTAL FRANCE MÉTROPOLITAINE + OUTRE-MER			**0**	**32**	**21**	**0**	**0**	**125**	**6**	**0**	**4**	**4**

A compter du BEH n°11/2001, les données de population sont celles du recensement INSEE 1999

FRANCE MÉTROPOLITAINE TOTAL : 58 518 400	**15 Premières semaines de 2002**	**22**	**374**	**312**	**3**	**0**	**1541**	**80**	**10**	**152**	**37**
	15 Premières semaines de 2001										
MÉTROPOLITAINE + OUTRE-MER TOTAL : 60 185 800	**15 Premières semaines de 2002**	**28**	**403**	**316**	**3**	**1**	**1576**	**87**	**10**	**152**	**37**

MAULDE & RENOU PARIS

Directeur de la publication : Pr Jacques Drucker - **Rédactrice en chef** : Florence Rossollin, f.rossollin@invs.sante.fr - **Présidente du comité de lecture** : Pr Elisabeth Bouvet
Comité de rédaction : Drs Rosemary Ancelle-Park, Danièle Fontaine, Catherine Ha, Corinne Le Goaster, Martine Lequellec-Nathan, Daniel Levy-Bruhl, Florence Lot, Véronique Vaillant - **Assistante d'édition :** Linda Boyeaux, l.boyeaux@invs.sante.fr
N°CPP : 0206 B 02015 - N°INPI : 00 300 1836 -ISSN 0245-7466
Institut de veille sanitaire - Site internet : www.invs.sante.fr

Diffusion / abonnements : Institut de veille sanitaire - BEH abonnements
12, rue du Val d'Osne - 94415 Saint-Maurice Cedex
Tel : 01 41 79 67 00 - Fax : 01 41 79 68 40 - Mail : abobeh@invs.sante.fr
Tarifs 2002 : France 46,50 € TTC - Europe 52,00 € TTC
Dom-Tom et pays RP (pays de la zone francophone de l'Afrique, hors Maghreb, et de l'Océan Indien) : 50,50 € HT
Autres pays : 53,50 € HT (supplément tarif aérien rapide : + 3,90 € HT)